



www.justice.gouv.fr

**Secrétariat Général
Direction des Services Judiciaires**

Guide de programmation des salles d'audiences pénales et civiles des palais de justice

2014

APIj Agence Publique
pour l'Immobilier
de la Justice



SOMMAIRE

SOMMAIRE

Grille de lecture du document.....	4
1- Enjeux	5
<i>Le contexte et les objectifs de ce guide.....</i>	<i>5</i>
<i>Les salles d'audiences publiques structurent la composition spatiale ...</i>	<i>5</i>
2- L'organisation spatiale générale	9
<i>Le contact avec la salle des pas perdus.....</i>	<i>9</i>
<i>Les espaces d'attente</i>	<i>12</i>
<i>Les boxes avocats/clients.....</i>	<i>14</i>
<i>Les annexes</i>	<i>14</i>
<i>Les services à proximité.....</i>	<i>17</i>
3- Les accès à la salle d'audiences publiques	19
<i>Les caractéristiques des circuits.....</i>	<i>19</i>
<i>Les caractéristiques des accès</i>	<i>22</i>
4- Réglage des hauteurs de référence.....	24
<i>Définitions.....</i>	<i>24</i>
<i>Les différents niveaux d'une salle d'audiences publiques pénales ou civiles.....</i>	<i>24</i>
<i>Le réglage des niveaux</i>	<i>26</i>
5- L'organisation interne	30
<i>Une exigence particulière : la police de l'audience</i>	<i>30</i>
<i>L'agencement intérieur</i>	<i>32</i>
<i>La morphologie et la volumétrie.....</i>	<i>41</i>
<i>L'apport de lumière naturelle.....</i>	<i>44</i>
Annexe – Méthodologie	45

Grille de lecture du document

Les thèmes abordés dans ce document sont présentés comme suit :

- Les exigences sont précisées. Si l'exigence dont il est question fait l'objet de difficultés par les concepteurs, *un nota* est mis en évidence.
- Dans la mesure du possible, les exigences sont illustrées par des solutions mises en œuvre sur les projets en cours. Lorsqu'initialement, le concepteur ne répondait pas exactement à la demande du programme, un principe de *avant/après* est retenu pour l'illustration. *Exemple* :



En fin de chaque thème, un encadré met en évidence les tendances d'évolution, initiées par les réformes en cours. *Exemple* :

Prise en compte des tendances d'évolution future :

- ✓ Besoins accrus de petites salles qui auront un usage public ou réservé (développement de la médiation, de la conciliation, etc.)
- ✓ Intégration d'un bureau d'exécution civile, à proximité des salles d'audiences civiles
- ✓ Tendance à la déjudiciarisation du contentieux civil (développement des procédures négociées, etc.) : besoin diminué en salles d'audiences publiques civiles

⇒ **Toutes les salles d'audiences publiques civiles devront intégrer dès leur conception initiale la possibilité d'être composées à moyen terme selon les objectifs suivants :**

⇒ Les salles d'audiences publiques civiles (de 60 m² à 100 m²) devront pouvoir être divisibles en modules de 30 m² à 50 m² chacun, tout en préservant la double accessibilité utilisateurs / public. Les choix de conception en matière de volumétrie (hauteur) et d'apports de lumière naturelle devront prendre ces exigences en considération.

1- **Enjeux**

• **Le contexte et les objectifs de ce guide**

Ce guide s'inscrit dans la continuité des référentiels de programmation pour la construction des palais de justice¹, et a pour objectif de présenter les exigences concernant les salles d'audiences publiques pénales et civiles.

Les salles d'audiences publiques pénales et civiles sont en effet déterminantes dans la conception du projet architectural, puisque leurs dimensions et les exigences associées en font l'un des points clés dans la constitution du socle des espaces publics, et donc du palais de justice. La surface utile totale des salles d'audiences publiques et de leurs annexes (salles de délibérés, attentes témoins, etc.) représentent :

- ▣ Environ 16 % en moyenne de la surface utile totale du palais de justice
- ▣ Environ 42 % en moyenne de la surface utile des espaces publics

Sur les multiples opérations judiciaires conduites, les salles d'audiences publiques ont fait l'objet de questions de la part des concepteurs et mettent en évidence la complexité de leur conception et de leur mise en œuvre.

Ce guide a pour sujet les salles d'audiences publiques pénales ou civiles, les salles d'audiences de cabinet ne sont pas traitées.

• **Les salles d'audiences publiques structurent la composition spatiale**

Convergence de nombreux circuits

Les salles d'audiences publiques pénales et civiles sont à la convergence de nombreux circuits :

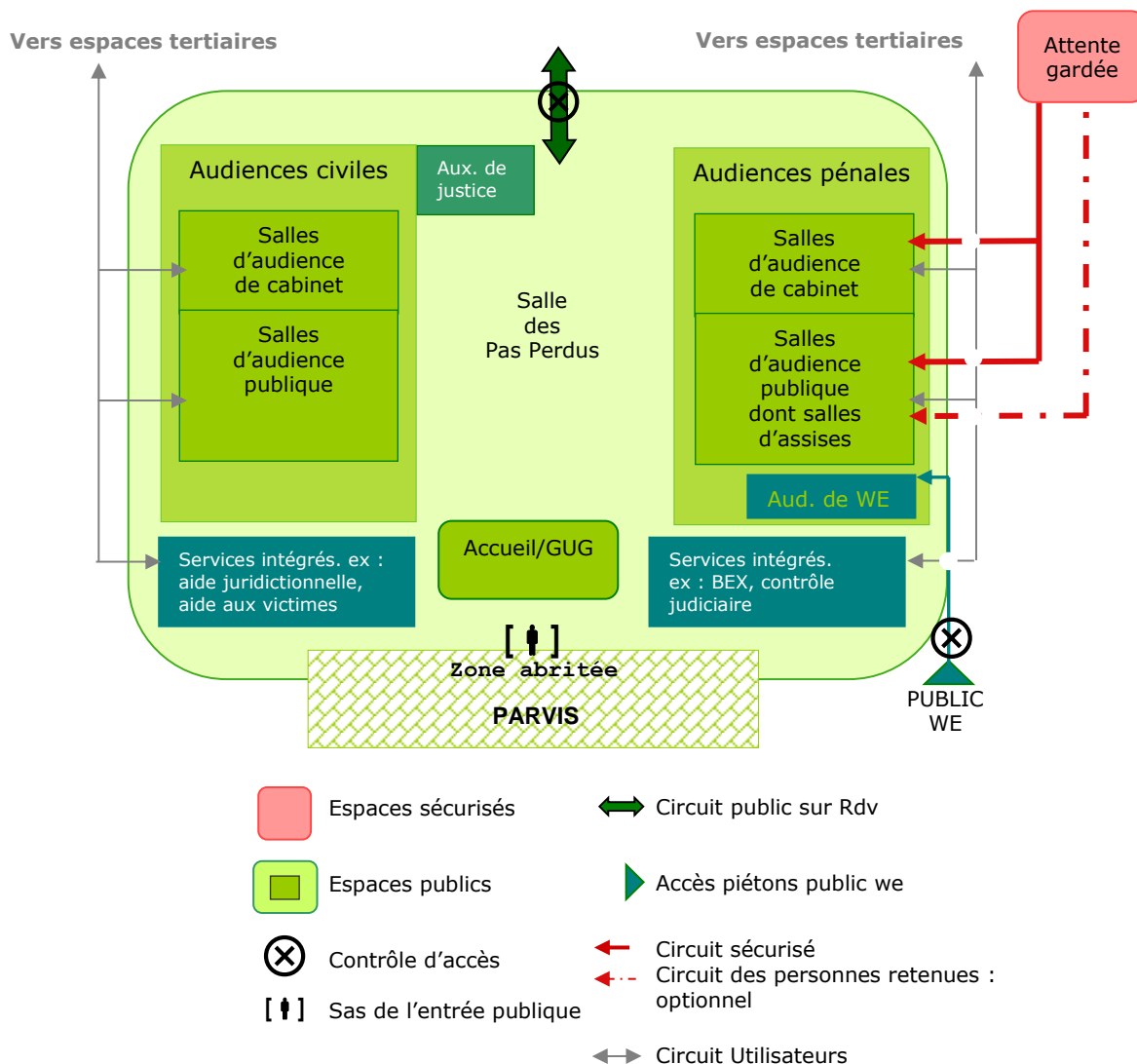
- ▣ Le circuit réservé desservant : les deux accès dyarchique utilisateurs (Siège et Parquet) et l'accès témoins/victimes,
- ▣ Le circuit du public,
- ▣ Le circuit des personnes détenues pour les salles d'audiences pénales,

¹ Les salles d'audiences publiques sont aussi traitées dans les documents suivants :

- Volume 1 - *Programmation fonctionnelle et architecturale générique des palais de justice, guide spécifique sur la cour d'assises, guide spécifique sur le tribunal de grande instance, outils de dimensionnement*
- Volume 2 - *Programme technique générique des palais de justice, programmes mobilier et signalétique générique des palais de justice, fiches d'ergonomie sur les postes de travail spécifiques des palais de justice*

- ▣ Le cas échéant, le circuit des personnes retenues pour la salle d'audience pénale concernée

Schéma fonctionnel des espaces publics



Caractéristiques dimensionnelles singulières

Les salles d'audiences publiques présentent des dimensions importantes (tableau rappelant les surfaces ci-dessous), et sont accompagnées d'annexes aux dimensions plus réduites.

La cohabitation de ces grandes et petites surfaces dans un rapport d'étroite proximité rend difficile la composition architecturale.

Typologie des surfaces des salles d'audiences publiques et de leurs annexes

Salles d'audiences publiques pénales	
<i>Salles d'audiences publiques pénales</i>	80 m ² , 100 m ² , 120 m ² , 140 m ² , 180 m ² , 220 m ² (Assises)
<i>Salles de délibérés</i>	18 m ² , 42 m ² (Assises)
<i>Satellite d'attente gardée</i>	12 m ²
<i>Attente témoins</i>	12 m ² (pour les salles ≥ 120 m ²)
<i>Rangement de pièces à conviction</i>	6 m ² (pour les salles ≥ 120 m ²)
<i>Attente victimes</i>	18 m ² (Assises)
<i>Box d'entretien avocat / victimes</i>	6 m ² (Assises)

La salle d'audiences publiques pénales de 60 m² n'est pas maintenue dans le programme de surfaces.

Salles d'audiences publiques civiles	
<i>Salles d'audiences publiques civiles</i>	60 m ² , 80 m ² , 100 m ²
<i>Salles de délibérés</i>	12 m ² , 18 m ² (CPH)

De plus, au sein même de la typologie des salles d'audiences publiques pénales et civiles, des écarts importants de surfaces existent (salles de 80 m² à 220 m²), justifiés par la nature des procédures qui s'y déroulent. A titre d'exemple, sont représentés ci-dessous les scénarios les plus couramment observés dans les programmes des opérations.

Par exemple, lorsqu'il y a une salle d'assises de 220 m², la deuxième plus grande salle d'audience publique a une surface soit de 140 m² soit de 100 m². Dans tous les cas, des petites salles d'audiences publiques de 80 m² et de 60 m² sont également prévues. Le concepteur doit donc faire cohabiter

dans le « socle » de la zone publique des salles d'audiences publiques de surfaces très différentes.

Scénarios de programme	Typologie des salles d'audiences publiques pénales et civiles selon les surfaces						
	220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²	100 m ²	80 m ²	60 m ²
Scénario 1	X		X			X	X
Scénario 2	X				X	X	X
Scénario 3		X	X				
Scénario 4		X		X			
Scénario 5			X			X	X

Les salles d'audiences publiques pénales de 140 m² et de 80 m² sont les plus représentées dans les programmes des opérations.

Pour les salles d'audiences publiques civiles, toutes les typologies (60 m², 80 m², 100 m²) sont représentées.

2- L'organisation spatiale générale

- **Le contact avec la salle des pas perdus**

Distinction des ensembles pénal et civil

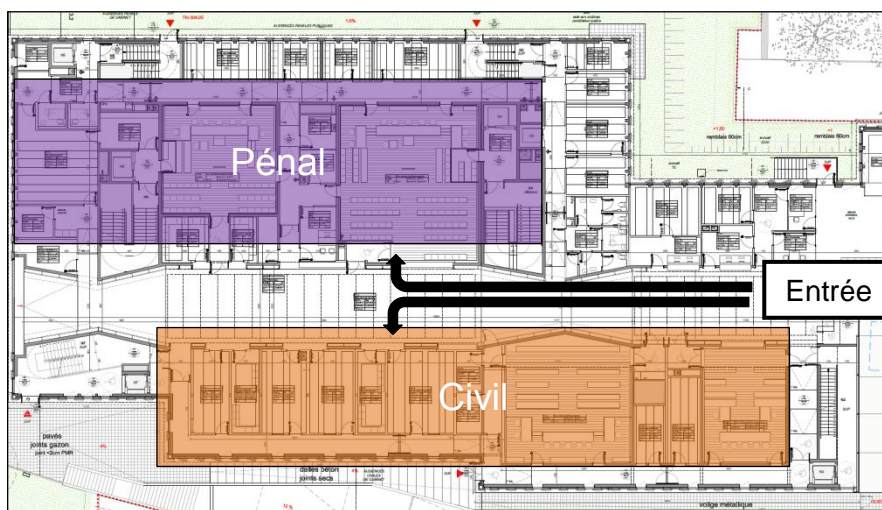
La salle des pas perdus dessert, **de façon lisible, les salles d'audiences civiles d'une part, et les salles d'audiences pénales d'autre part.**

Il est constaté que cette distinction s'opère de façon plus aisée dès lors qu'il y a 4 salles d'audiences publiques a minima.

Nota : le fait qu'une personne désirant se rendre dans une salle d'audiences civiles ait à passer, en premier lieu, devant l'ensemble pénal est une réponse inadaptée. Ceci est néanmoins acceptable lorsque le nombre de salles dans le palais de justice ne permet pas de répondre aisément à cette exigence (3 salles ou moins).

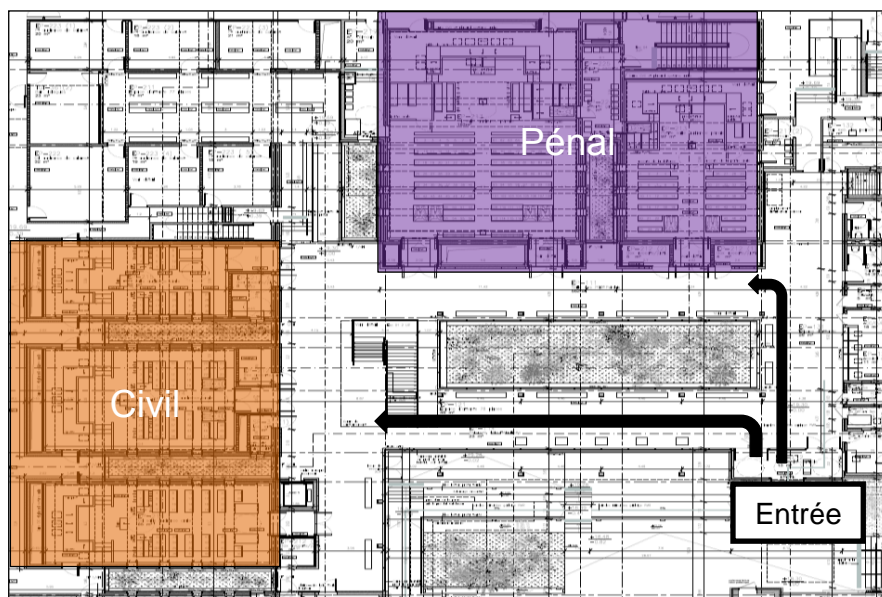
Au sein d'un même ensemble, le programme demande **que les salles soient regroupées par catégorie et selon leurs surfaces unitaires**, afin de faciliter des réagencements potentiels ultérieurs.

Exemples



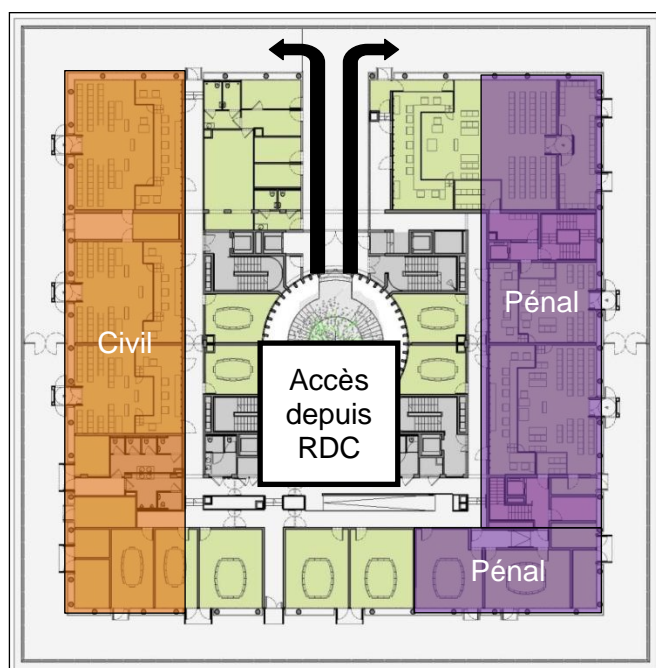
Palais de justice de Limoges

Lorsqu'on pénètre dans la salle des pas perdus, l'ensemble civil se situe sur la gauche, le pénal, sur la droite.



Palais de justice de Béziers

Lorsqu'on pénètre dans la salle des pas perdus, l'ensemble civil se situe sur la gauche, le pénal, en face de l'entrée.



Palais de justice de Caen

Les salles d'audiences se situent au niveau supérieur de l'entrée du palais de justice. Lorsqu'on accède à ce niveau, l'ensemble civil se situe à gauche, et le pénal à droite.

Localisation des salles d'audiences publiques pénales et civiles dans le bâtiment

Il est préférable de **localiser les grandes salles d'audiences publiques au même niveau que celui de l'entrée principale du palais de justice.**

Les salles d'audiences publiques pénales générant le plus de flux, il est préconisé de les positionner au plus près de l'entrée publique du palais.

En outre, les salles publiques susceptibles d'accueillir des procès médiatiques ou générant des flux importants (ex : salle d'assises) sont à positionner de sorte à ne

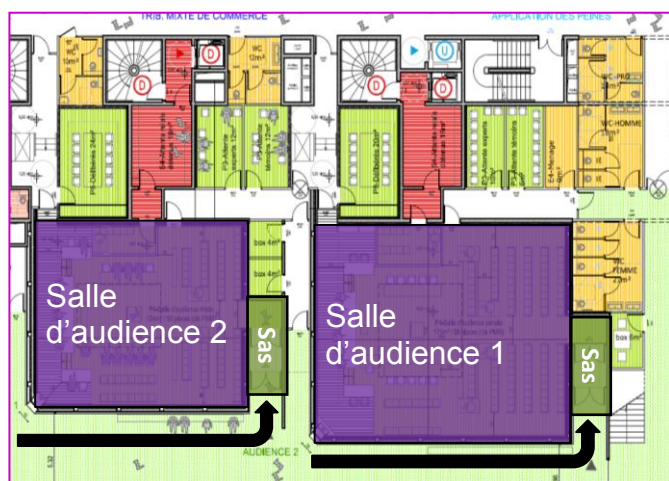
pas perturber le fonctionnement quotidien des audiences (accès aisé aux autres salles, etc.).

Les salles d'audiences publiques pénales et civiles pourront néanmoins être positionnées à un niveau supérieur de celui de l'entrée. Dans le cas où les espaces publics seraient répartis sur plusieurs niveaux, **une circulation verticale dédiée au public est à mettre en œuvre pour desservir les différents niveaux**. Pour des mesures de contrôle des flux, elle ne saurait être mutualisée avec la circulation verticale qui permet aux visiteurs préalablement identifiés d'accéder aux espaces tertiaires.

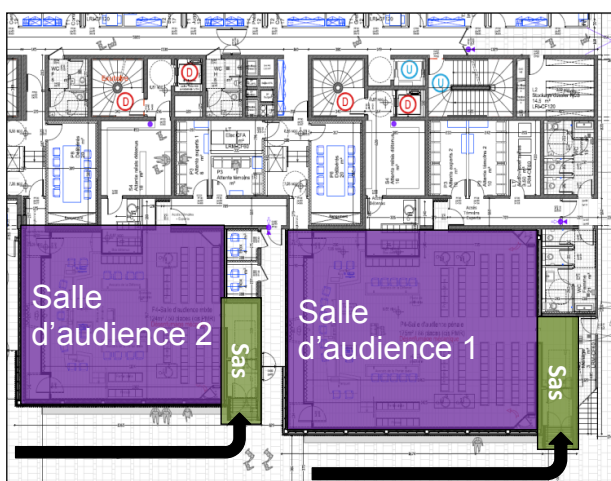
Si des espaces tertiaires sont positionnés au même niveau que les espaces publics, et en l'occurrence que les salles d'audiences publiques, **il ne peut pas y avoir de croisement entre le circuit public et le circuit réservé aux utilisateurs**.

Nota : les accès aux salles doivent être repérables et lisibles depuis la salle des pas perdus. Les effets de chicane et les entrées dans des recoins non surveillables sont à proscrire pour faciliter la sûreté passive.

Exemples



Avant



Après

Palais de justice de Pointe-à-Pitre
Dans la version initiale du projet les entrées des salles d'audiences n'étaient pas lisibles. Les sas ont par la suite été agrandis et positionnés en débord (cf. illustration) sur la salle des pas perdus, ce qui assure une meilleure lisibilité.



• Les espaces d'attente

Des espaces d'attente sont associés à toutes les salles d'audiences publiques. Ils sont compris dans la surface de la salle des pas perdus. Leur dimensionnement est déterminé par la méthode de calcul définie dans le document « *Dimensionnement de la salle des pas perdus* » (Volume 1/Outils méthodologiques de programmation), rappelée ci-dessous :

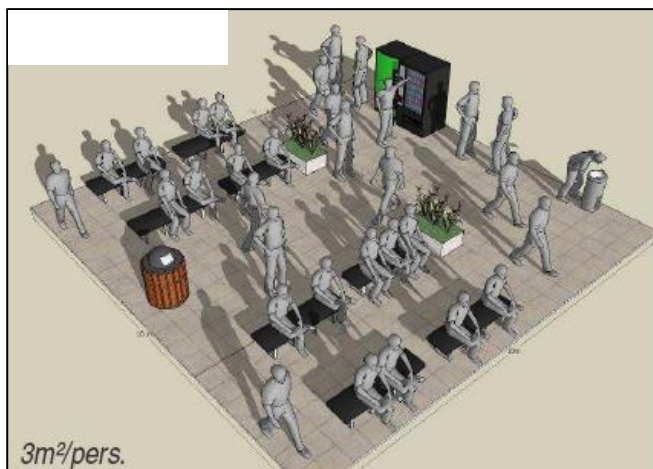
Pour mémoire :

$$\text{Nombre de places} = \Sigma(70\% \times 50\% \times \text{Flux généré salles d'audiences publiques})$$

- Un espace d'attente mutualisé entre deux salles d'audiences publiques

Les espaces d'attente seront confortables, ils constituent un enjeu important dans la qualité d'accueil à développer vis-à-vis du public et des justiciables. Des conditions d'attente adaptées contribuent à l'apaisement des situations parfois difficiles.

Pour répondre à cette exigence de confort, **il est demandé que les espaces d'attente garantissent un espace de 3 m²/personne**. Ceci correspond au niveau de confort d'attente illustré ci-dessous :

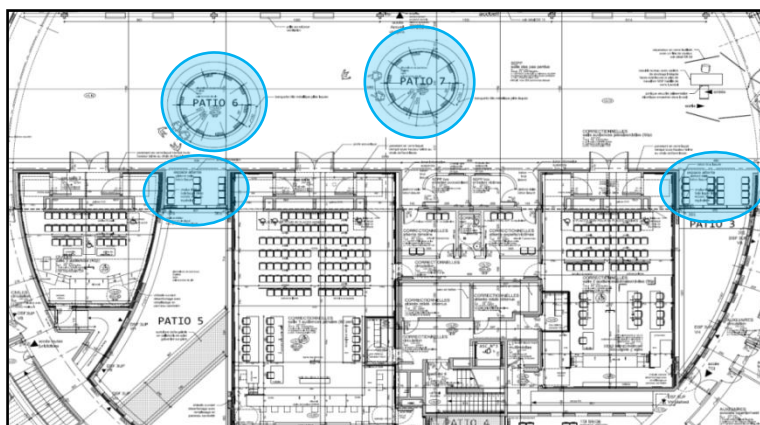


Le positionnement des espaces d'attente ne doit pas perturber la déambulation et les flux.

Nota : les espaces d'attente devant les salles d'audiences publiques sont souvent insuffisamment pris en compte au stade de l'APS, ce qui complexifie, au regard des exigences, leur intégration ultérieure au sein de la salle des pas perdus, et peut altérer celle-ci.

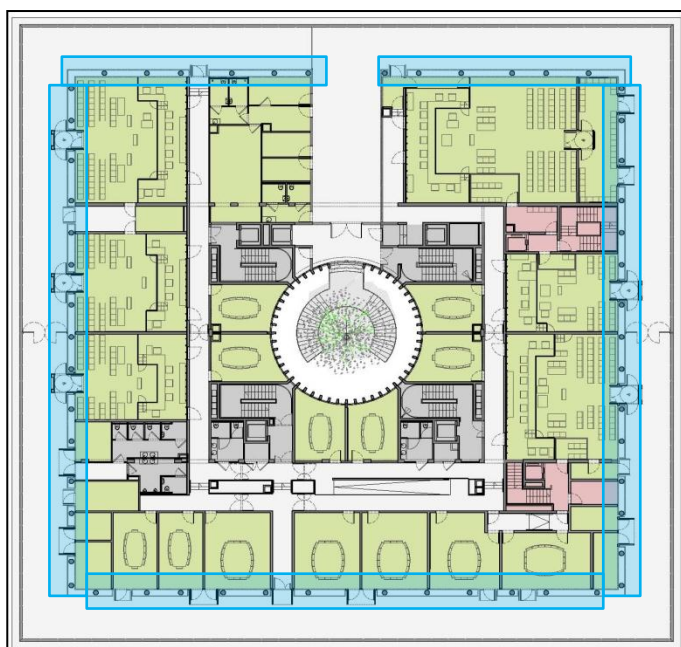
Par ailleurs, si le nombre de places nécessaires parvient à être satisfait dans les projets, la qualité des espaces et du mobilier doit faire l'objet d'approfondissement pour garantir un bon niveau de confort.

Exemples



Palais de justice de Foix

Deux types d'espaces d'attente : deux espaces mutualisés entre deux salles, et des attentes communes à toutes les salles, dans la salle des pas perdus. 70 places assises offertes pour 48 places au programme.



Palais de justice de Caen

Dans ce projet, les attentes sont affectées par salle d'audience. Des bancs sont aménagés tout le long des parois des salles, comme l'illustration le précise.

- **Les boxes avocats/clients**

Les boxes d'entretien avocat/client permettent des échanges en toute confidentialité. Ils sont mutualisés entre les salles, la localisation auprès des salles d'audiences publiques pénales devant être privilégiée.

Ils sont à positionner à proximité de l'entrée publique des salles d'audiences sans pour autant perturber les flux.

Nota : la sûreté passive est essentielle, leur localisation doit permettre une surveillance aisée. Le traitement architectural garantira visibilité et confidentialité.

Leur surface utile est égale à **6 m²**. Leur nombre est à définir dans le programme spécifique de l'opération. Un **ratio de 0.6 box/salle**, constaté sur les derniers programmes, est à considérer comme une valeur générique.

- **Les annexes**

Les locaux suivants font partie des annexes :

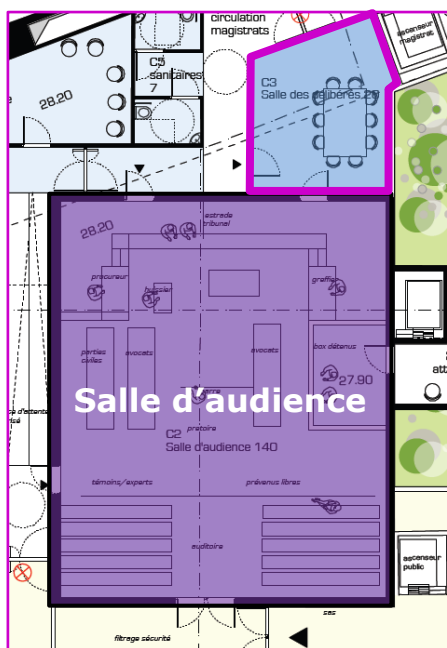
- ▣ salle de délibérés
- ▣ Attentes témoins, rangement pièces à conviction (le cas échéant) : elles sont spécifiques aux salles d'audiences publiques pénales
- ▣ Attentes témoins, attente victimes, boxes avocats/victimes, rangement pièces à conviction: elles sont spécifiques à la salle d'assises

Salle de délibérés

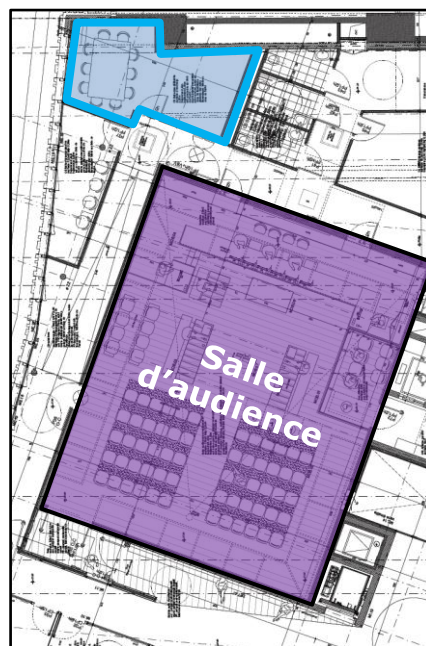
La salle de délibérés est à **localiser au plus près de la salle d'audience de référence et au même niveau que celle-ci. Elle ne doit pas être traversable** : les magistrats et le greffier n'ont pas à passer par la salle des délibérés pour accéder à la salle d'audience.

Si les contraintes du projet obligent à une contiguïté salle de délibérés/salle d'audience, le concepteur veillera à garantir l'isolement acoustique entre ces deux locaux.

L'éclairage naturel est souhaité pour les salles de délibérés des salles d'audiences courantes, mais il est **indispensable pour la salle de délibérés des assises** : en effet, les délibérations peuvent durer plusieurs heures, et la perception du temps doit être enrichie de celle de la lumière du jour.

Exemples

Avant



Après

Palais de justice de Douai

Initialement, le Siège devait traverser la salle de délibérés pour se rendre dans la salle d'audience. Les locaux annexes ont été réagencés, et la salle de délibérés n'est plus traversable.

Locaux d'attentes témoins et victimes

L'accès à l'attente s'effectue depuis la salle des pas perdus, par un contrôle d'accès.

Les locaux d'attentes des témoins et des victimes sont séparés des espaces publics pour des raisons de sécurité et de sûreté (personnes à protéger), **positionnés sur le circuit utilisateurs**. Un sanitaire réservé aux utilisateurs doit être à proximité de l'attente : les témoins et les victimes ne doivent pas ressortir dans la salle des pas perdus pour accéder aux sanitaires publics.

Il n'y a pas de locaux d'attente et d'accès témoins spécifiques pour les salles d'audiences publiques pénales dont la surface est inférieure ou égale à 100 m².

Il n'y a pas d'attentes et d'accès témoins pour les salles d'audiences publiques civiles.

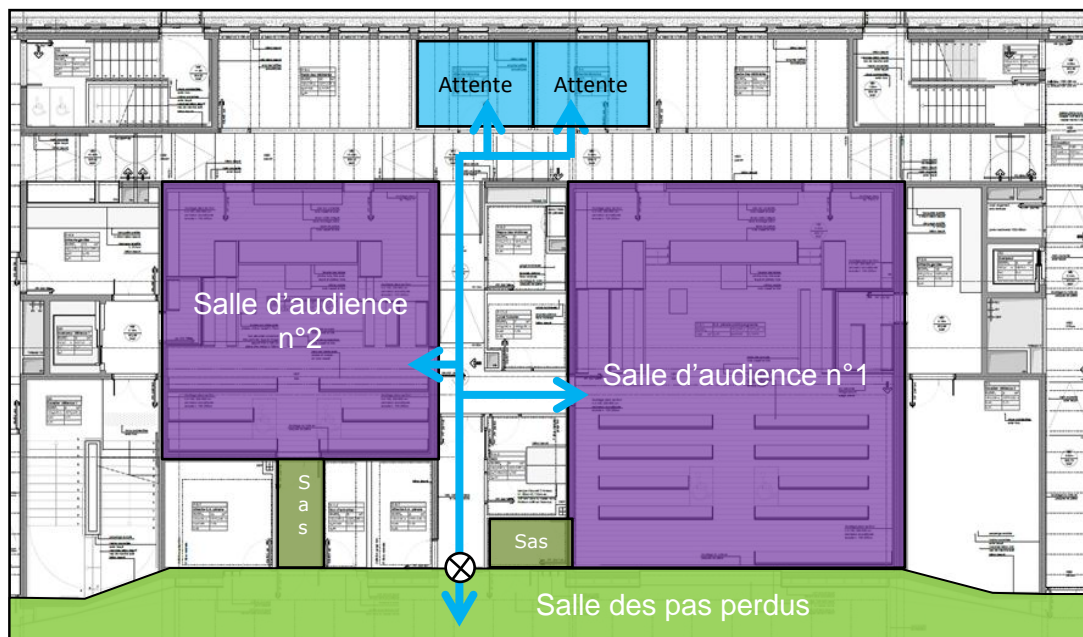
Au cours de l'audience, le moment venu, l'huissier audencier, dont le poste de travail est situé dans le prétoire, va chercher les témoins ou les victimes. Pour cela, il emprunte généralement l'accès témoins de la salle pour se diriger vers les

attentes et revient accompagné des personnes attendues par ce même cheminement. Ce circuit sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Dans certains cas, c'est le greffier qui prend en charge l'accompagnement des témoins et des victimes. Le cas échéant, le greffier passera par le circuit utilisateurs qui dessert l'estrade. Le circuit depuis sa place vers les locaux d'attente sera également accessible aux personnes à mobilité réduite.

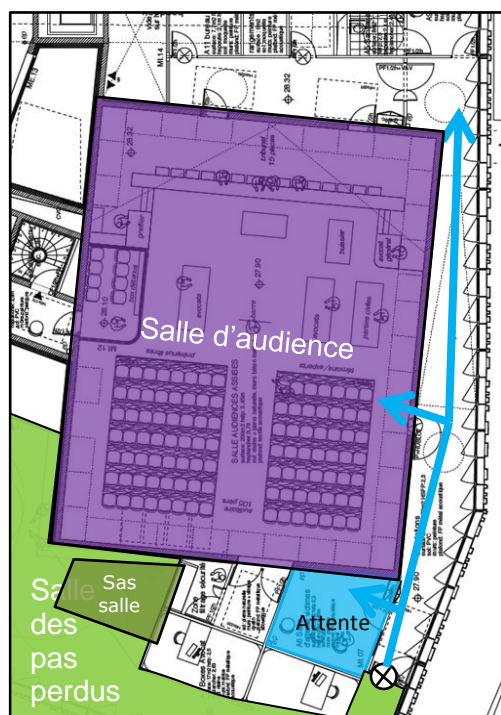
En conclusion, la croisée de ces exigences implique une connexion de la salle des perdus avec le circuit utilisateurs situé à l'arrière de la salle d'audience.

Exemples



Palais de justice de Limoges

Les attentes sont situées à l'arrière des deux salles d'audiences, à une distance satisfaisante. Tous les cheminements sont accessibles aux PMR. L'accès des témoins s'effectue depuis un point contrôle à partir de la salle des pas perdus.



Palais de justice de Douai

L'attente des victimes est située en amont de la salle, mais la connexion avec le circuit utilisateurs est bien respectée, et elle est accessible.

- **Les services à proximité**

Services tertiaires

Le bureau d'exécution des peines et le bureau d'aide aux victimes seront positionnés à proximité des salles d'audiences publiques pénales.

Services de confort aux usagers

Une proximité est requise avec des sanitaires publics.

Prise en compte des tendances d'évolution future :

- ✓ *Besoins accrus de petites salles qui auront un usage public ou réservé (développement de la médiation, de la conciliation, etc.)*
- ✓ *Intégration d'un bureau d'exécution civile, à proximité des salles d'audiences civiles*
- ✓ *Tendance à la déjudiciarisation du contentieux civil (développement des procédures négociées, etc.) : besoin diminué en salles d'audiences publiques civiles*

⇒ Toutes les salles d'audiences publiques civiles devront intégrer dès leur conception initiale la possibilité d'être composées à moyen terme selon les objectifs suivants :

⇒ Les salles d'audiences publiques civiles (de 60 m² à 100 m²) devront pouvoir être divisibles en modules de 30 m² à 50 m² chacun, tout en préservant la double accessibilité utilisateurs / public. Les choix de conception en matière de volumétrie (hauteur) et d'apports de lumière naturelle devront prendre ces exigences en considération.

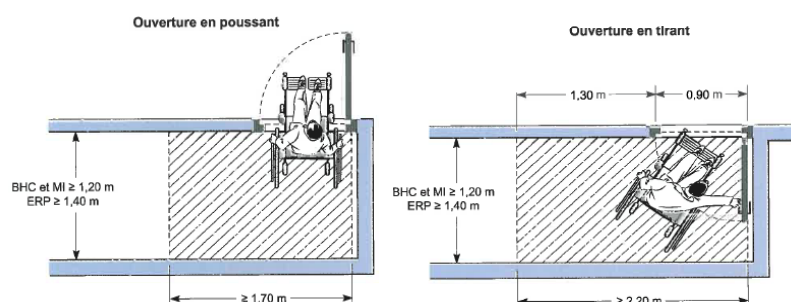
3- Les accès à la salle d'audiences publiques

• **Les caractéristiques des circuits**

Accessibilité des personnes à mobilité réduite

L'un des premiers objectifs est de garantir **l'accessibilité (tant verticale qu'horizontale) de tous les circuits aux personnes à mobilité réduite.**

En ce qui concerne l'accessibilité horizontale, tous les circuits auront une largeur minimale de 1.40 m, et chaque accès une largeur minimale de 0.90 m.



Le circuit utilisateurs sera accessible aux PMR sur toute la continuité du parcours, y compris dans son contact aux salles d'audiences. Quelle que soit la surface de la salle, un accès utilisateurs au moins sera accessible aux PMR.

Tous les satellites sécurisés, et donc toutes les salles d'audiences publiques pénales seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

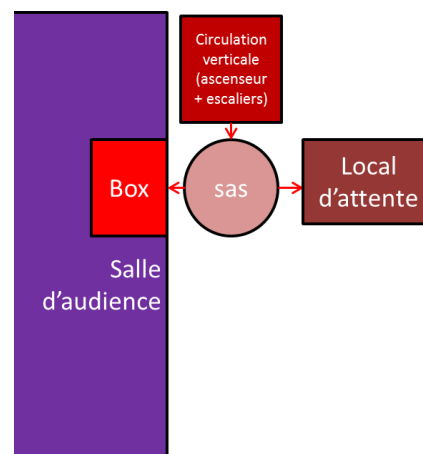
L'ensemble des aspects réglementaires sur l'accessibilité au bâtiment des personnes handicapées est rappelé dans la note de programmation judiciaire n°4.

Spécificités du circuit des personnes détenues

Le principe est celui d'une recherche de mutualisation de satellite entre deux salles d'audiences.

Le satellite est généralement composé d'un sas et d'un local d'attente, avec bancs.

Il est à noter que la personne détenue à mobilité réduite sera accompagnée dans le box de la salle par son escorte, il n'est pas utile de prévoir des dispositions particulières de giration autonome dans le sas ou dans le local d'attente.

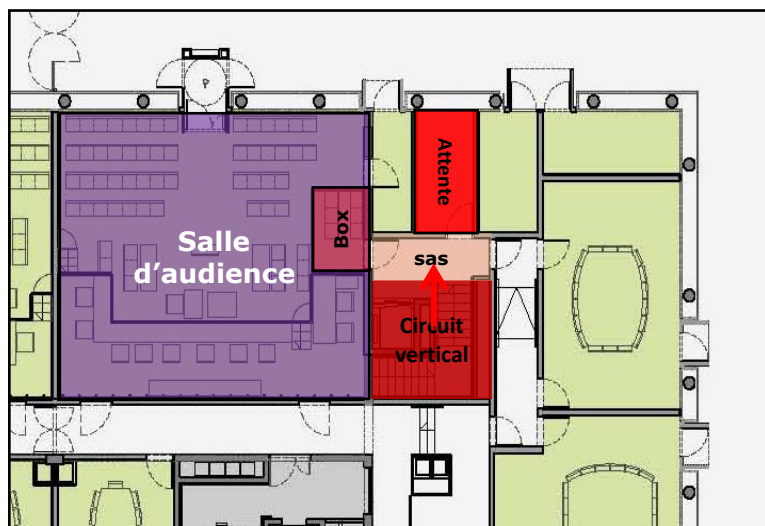


Le concepteur veillera à l'isolement acoustique des espaces sécurisés (satellites et attente gardée) vis-à-vis des autres espaces du palais de justice, et notamment des salles d'audiences publiques : les audiences ne doivent pas être perturbées par des cris ou par des transmissions de bruits d'impact.

Par ailleurs, la contiguïté entre le satellite d'une salle d'audience et la salle des pas perdus est à éviter. Toutefois, si elle est inévitable dans certains cas, le concepteur veillera à proposer des matériaux garantissant la sûreté et l'isolation acoustique.

Principes de contact avocat/personne détenue : les avocats ne se rendent pas au sein des satellites des salles d'audiences publiques pénales. Ils rencontrent leur client avant l'audience, au sein de l'attente gardée centrale, après passage dans le service de référence.

Exemples

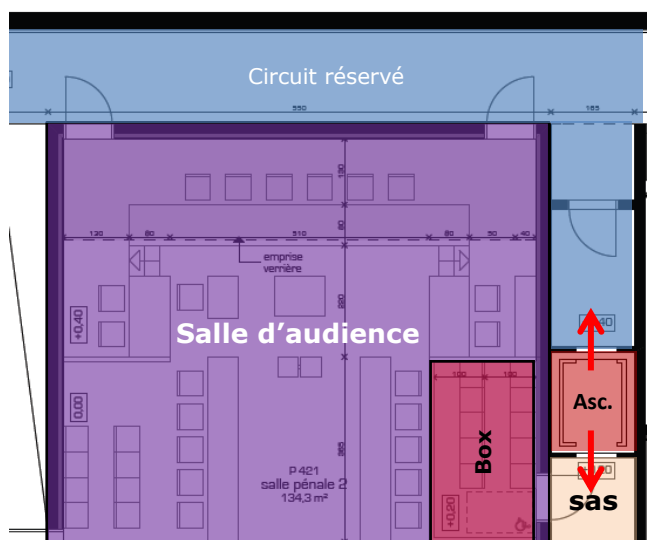


Palais de justice de Caen
 Les circulations verticales sécurisées aboutissent dans un satellite qui dessert deux salles d'audiences. Le satellite est bien composé d'un sas et d'une zone d'attente.
 Un traitement acoustique particulier pour la contiguïté satellite/salle des pas perdus sera mis en œuvre.

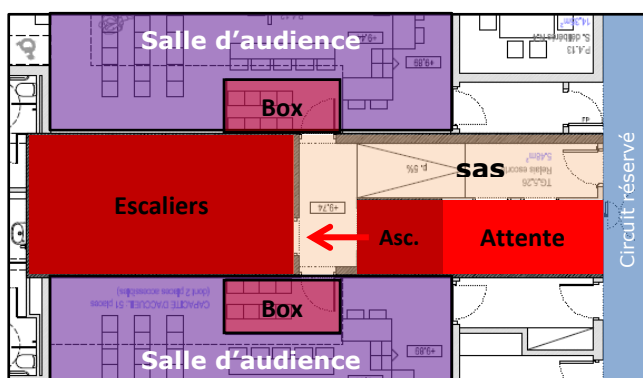
Un ascenseur sécurisé peut être mutualisé entre plusieurs salles d'audiences. L'ascenseur aboutit soit :

- ▣ dans la circulation réservée aux utilisateurs. La personne détenue, accompagnée par son escorte, emprunte alors la circulation réservée, sur un segment le plus court possible, et rejoint le satellite de la salle concernée. Ceci implique donc que les satellites soient connectés à la circulation réservée des utilisateurs.
- ▣ soit dans le satellite d'une des salles. Plusieurs options se présentent alors :
 - L'ascenseur a un double accès : un qui débouche dans le satellite, l'autre qui débouche dans la circulation réservée (idem premier cas).
 - L'ascenseur débouche dans le sas du satellite, qui possède un accès sur la circulation réservée des utilisateurs. Il est impératif que la personne détenue ne croise, au sein du satellite, aucune autre personne détenue.

Exemples



Palais de justice de Poitiers
Ci-contre un exemple d'ascenseur à double accès : une ouverture sur le sas du satellite de la salle d'audience, et une ouverture sur la circulation réservée aux utilisateurs. Il est à noter une différence de niveau : le sas est à +20 cm, et la circulation réservée aux utilisateurs est à +40 cm.



Palais de justice de Strasbourg
Ceci illustre le dernier cas de figure : l'ascenseur débouche dans le sas qui dessert à la fois deux salles d'audiences publiques et la circulation réservée. Il n'y a pas de croisement de flux avec les personnes détenues qui attendent.

Spécificités du circuit des personnes retenues

Les audiences des personnes retenues (étrangers en situation administrative irrégulière) se déroulent dans une des salles d'audiences publiques pénales, identifiée au programme.

Les circulations (verticales et horizontales) doivent être distinctes de celles des personnes détenues dès lors que le nombre de dossiers relatif à ce type de contentieux est supérieur à 1000/an.

Dans le cas d'un circuit commun avec les personnes détenues, les personnes retenues toujours accompagnées empruntent le circuit sécurisé (par alternance des flux avec les personnes détenues).

Un espace d'attente collectif est à prévoir pour les personnes retenues qui attendent leur passage en audience. Ce lieu d'attente n'est pas à confondre avec les espaces dévolus aux personnes détenues escortées individuellement et qu'elles ne devront pas croiser. L'accès à un sanitaire sera possible. Les avocats et les associations pourront y avoir accès sous contrôle.

Il est rappelé que **les personnes retenues ne comparaissent pas dans le box sécurisé de la salle**, mais à la barre. Elles peuvent emprunter l'accès témoins ou disposer d'un accès propre à la salle.

• **Les caractéristiques des accès**

Spécificités de l'accès public

Le public accède au sein de la salle d'audience depuis la salle des pas perdus.

Le nombre d'accès à la salle et leurs dimensions sont conditionnés par le confort d'usage relatif au flux de la sortie d'une audience et par la réglementation incendie (2 sorties si la capacité de l'auditoire est supérieure ou égale à 20 places). En termes d'évacuation incendie, il est retenu le principe de ne pas évacuer le public par le circuit utilisateurs.

Il est toutefois toléré que le public évacue par l'accès des témoins car lorsque l'incendie est confirmé, le public est pris en charge et encadré. Il est envisagé dans cette situation, en termes d'organisation, qu'un agent en charge de l'évacuation bloque alors l'accès au circuit réservé aux utilisateurs, si le public évacue par l'accès témoins.

L'axialité de l'accès public par rapport au poste du président n'est pas une obligation.

Spécificités de l'accès des utilisateurs

La dyarchie (un accès pour le Siège, un accès pour le Parquet) est à respecter impérativement dans les salles d'audiences publiques.

Au civil, il est toléré que les salles d'audiences publiques (60 m² et 80 m²) n'aient qu'un seul accès utilisateurs à la salle.

De même, au pénal, il est toléré que la salle d'audiences publiques de 80 m² n'ait qu'un seul accès utilisateurs à la salle.

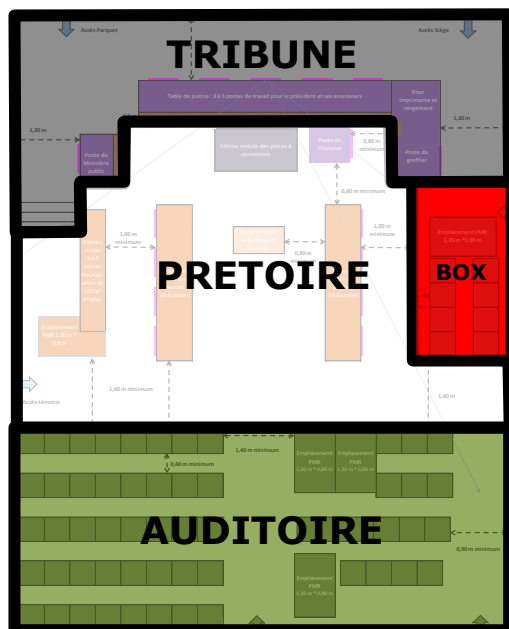
Un seul des deux accès utilisateurs aux grandes salles d'audiences publiques peut être accessible aux personnes à mobilité réduite.

Spécificités de l'accès des témoins et des victimes

Les témoins et les victimes **accèdent latéralement** à la salle d'audiences publiques pénales, au niveau du prétoire.

4- Réglage des hauteurs de référence

• Définitions



Tribune	Estrade sur laquelle sont positionnés la table de justice, le poste de travail du greffier et le poste de travail du ministère public ; connectée au prétoire par l'intermédiaire d'un ou deux escaliers (pas de liaison pour personne à mobilité réduite)
Prétoire	En contrebas de l'estrade, partie de la salle où sont situés le poste de travail de l'huissier (le cas échéant), ceux des avocats et les parties civiles (le cas échéant).
Box sécurisé	(salle d'audience publique pénale uniquement) : box dans lequel se trouvent les personnes prévenues ou accusées lors de l'audience
Auditoire	Partie de la salle où le public, la presse, les justiciables et les parties civiles (le cas échéant) peuvent assister à l'audience.

• Les différents niveaux d'une salle d'audiences publiques pénales ou civiles

Niveau « 0 »

Le niveau « 0 » de la salle est **donné par l'entrée publique. Le prétoire et l'auditoire sont généralement situés à la même hauteur, au même niveau que l'entrée.**

Surélévation du box sécurisé dans les salles d'audiences publiques pénales

Dans les salles d'audiences publiques pénales, **le box est surélevé afin de garantir une visibilité par tous les acteurs** (tribune, prétoire, auditoire).

	220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²	100 m ²	80 m ²
Hauteur du box	20 cm	17 cm	Entre 10 et 17 cm			

Le choix a été fait d'adapter la hauteur de surélévation du box selon la surface utile de la salle d'audiences publiques pénales. Cette surélévation varie de 10 à 20 cm.

Le document « Sécurisation du box de la salle d'audience » (Volume 2 / Documentation technique) se réfère aux grandes salles d'audiences pénales.

Surélévation de la tribune dans les salles d'audiences publiques pénales et civiles

La tribune est surélevée afin de faciliter la police de l'audience par le président.

La hauteur de la tribune se détermine comme suit :

- ▣ En salle d'audience publique pénale, le président assis sur la tribune doit avoir son regard à même hauteur que la personne détenue debout dans le box sécurisé.
- ▣ En salle d'audience publique civile, les échanges directs entre le président et les avocats sont fréquents, ainsi la surélévation de la tribune doit permettre au président assis d'avoir son regard à même hauteur que celui de l'avocat qui est debout dans le prétoire.

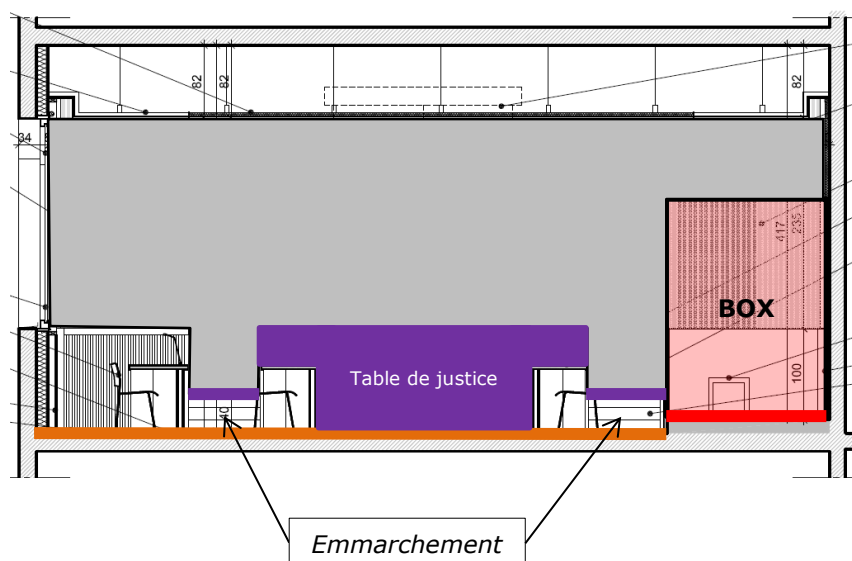
Le tableau ci-dessous établit les hauteurs attendues par type de salle, pour le box sécurisé et la tribune, par rapport au niveau « 0 » du prétoire et de l'auditoire.

Salles d'audiences publiques pénales						
	220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²	100 m ²	80 m ²
Hauteur de l'estrade	50 cm Soit 3 marches	37 à 47 cm Soit 3 marches			Entre 30 et 37 cm Soit 2 à 3 marches	

Salles d'audiences publiques civiles			
	100 m ²	80 m ²	60 m ²
Hauteur de l'estrade	Environ 30 cm, soit 2 à 3 marches		

Il est à noter que les différences de hauteurs reposent sur les références ergonomiques des tailles courantes de la population française (campagne de mesures de 2006, hommes : 1.76 m, femmes : 1.63 m).

Exemples



Palais de justice de Foix
Ci-contre une **coupe** de la petite salle correctionnelle de Foix qui illustre les différents niveaux d'une salle d'audiences publiques.

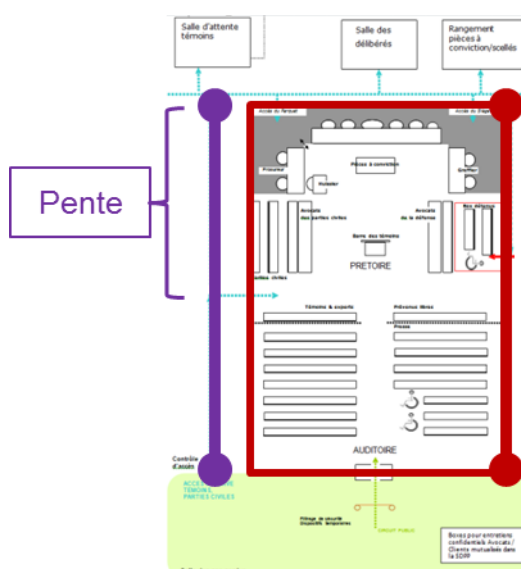
En orange : le niveau du prétoire, « niveau 0 » de la salle

En rouge : le niveau du box, intermédiaire entre le niveau

En violet : le niveau de l'estrade, le plus élevé. Des emmarchements permettent une connexion au prétoire.

• Le réglage des niveaux

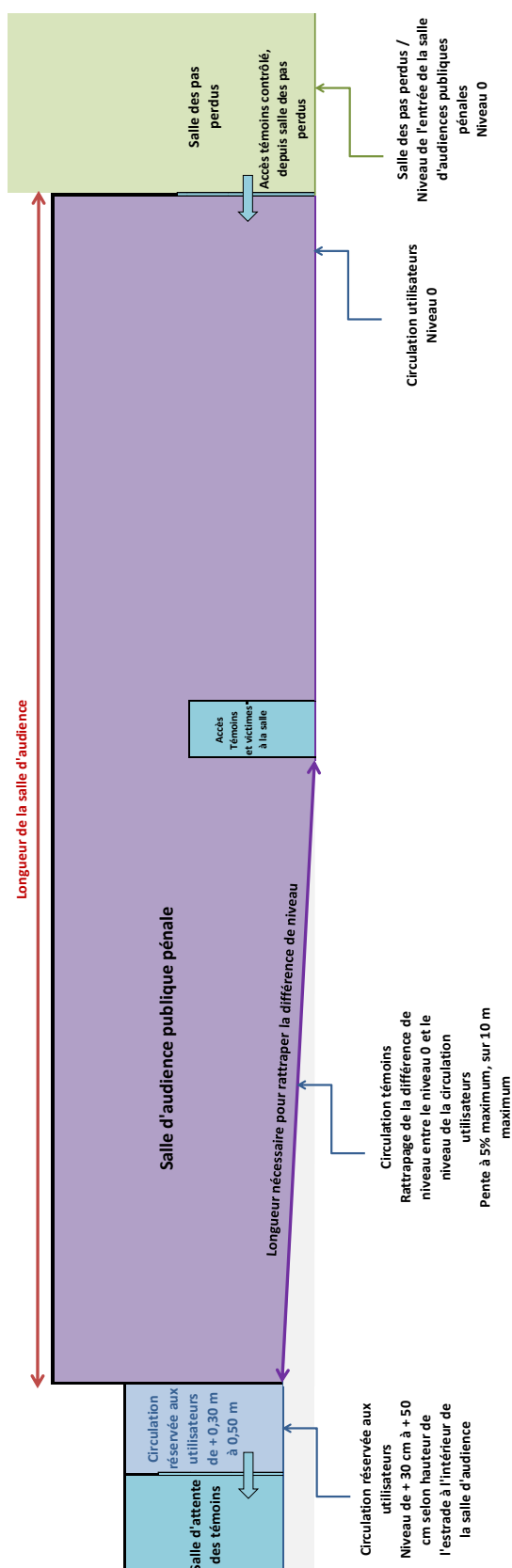
Nota : Aujourd'hui, tous les projets répondent à l'ensemble des exigences de réglage de hauteurs par l'adaptation des profils de couloirs (pentes) tout autour des salles. Cela représente une difficulté majeure dans la conception des projets, notamment pour les salles qui ont un accès latéral pour les témoins :



- le circuit des utilisateurs est à un niveau différent de celui de l'entrée publique de la salle
- Le rattrapage de niveau s'effectue dans le respect des exigences d'accessibilité PMR (% de la pente, longueur maximale, etc.)
- La pente ne peut démarrer qu'après l'accès des témoins : celui-ci aboutit dans le prétoire (niveau 0).

Ainsi, la longueur de cette connexion impacte généralement la longueur de la salle, comme l'illustre le schéma ci-dessous.

Coupe de la connexion



Dans le cas de l'exemple, le local d'attente des témoins est positionné à l'arrière de la salle d'audiences. Il pourrait être positionné sur la circulation réservée aux utilisateurs « Niveau 0 ».

Prise en compte des tendances d'évolution future :

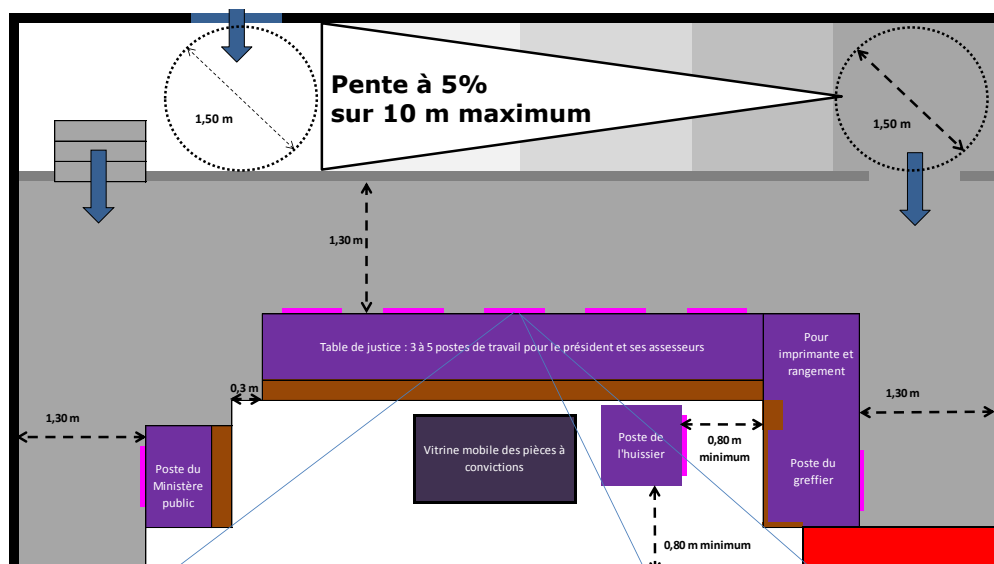
Afin de faciliter les reprises de surfaces (divisibilité des salles d'audiences publiques, modifications des accès, etc.), il serait préférable que la conception des salles d'audiences soit centrée sur un seul niveau de référence, qui serait nécessairement le niveau 0 (entrée de la salle d'audience, salle des pas perdus).

Dans cette hypothèse, les différences de niveaux ne peuvent être réglées qu'à l'intérieur de la salle d'audience. Pour ce faire, la surface nécessaire aux circulations serait à prendre en considération, en supplément de la surface utile considérée :

- ✓ Estimation de la surface de circulation à intégrer à l'intérieur de la salle d'audiences publiques : environ + 15 %.
- ✓ Cette surface permettra de passer du niveau 0 au plancher haut de l'estrade par le biais d'une pente (Exemple 1) ou d'un dispositif élévateur pliable pour transport de personnes à mobilité réduite (Exemple 2). Un emmarchement complètera l'une ou l'autre des solutions PMR afin de respecter les accès dyarchiques. Un garde-corps assurera a minima la séparation entre cette circulation et l'estrade.

⇒ Ces dispositions seront à définir pour chaque programme spécifique.

Exemple 1 :



Les magistrats et le greffier entrent à l'arrière de la salle par une unique porte, via la circulation réservée qui est au niveau 0. Deux accès à l'estrade sont prévus : un par emmarchement, l'autre accessible aux personnes à mobilité réduite. Pour ce dernier, le rattrapage de la différence de niveaux s'effectue par la mise en œuvre d'une pente de 5% sur 10 m maximum.

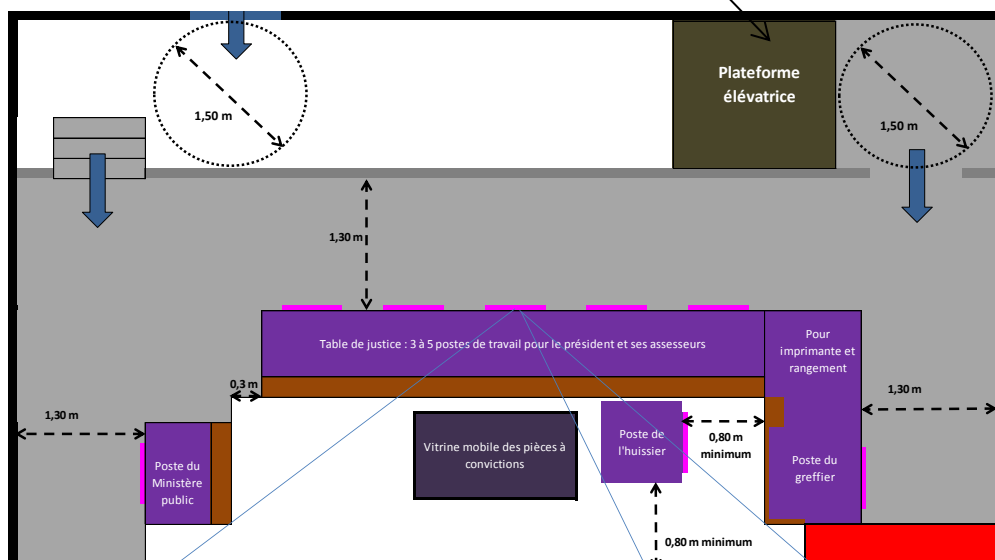
Des espaces de manœuvre pour les PMR sont aménagés en amont et en aval de la pente.

Cette solution peut avoir l'inconvénient d'impacter la largeur de la salle d'audience. En effet, en fonction de la hauteur de l'estrade (de 30 cm à 50 cm), la largeur nécessaire peut varier de 9.80 m à 13.80 (1.00 m pour l'emmarchement, 2*1.40 m pour manœuvre, largeur de la pente variant de 6 m à 10 m). Ainsi, c'est une solution qui est complexe à mettre en œuvre pour des petites salles de 100 m² et moins.

Exemple 2 :



Exemple de système de plateforme élévatrice



Les magistrats et le greffier entrent à l'arrière de la salle par une unique porte, via la circulation réservée qui est au niveau 0. Deux accès à l'estrade sont prévus : un par emmarchement, l'autre accessible aux personnes à mobilité réduite. Pour ce dernier, le rattrapage de la différence de niveaux s'effectue par un dispositif mécanique.

Un espace de manœuvre pour les PMR est aménagé en amont et en aval de la plateforme.

Cette solution présente l'avantage de ne pas impacter la largeur de la salle d'audiences publiques. Par contre, la mise en œuvre d'un dispositif mécanique dans une opération neuve nécessite une approbation des services d'instruction spécialisés sur l'accessibilité.

5- L'organisation interne

- **Une exigence particulière : la police de l'audience**

Le respect de cette exigence est essentiel lors de la conception d'une salle d'audience publique. En effet, **la police de l'audience est de la responsabilité du président :**

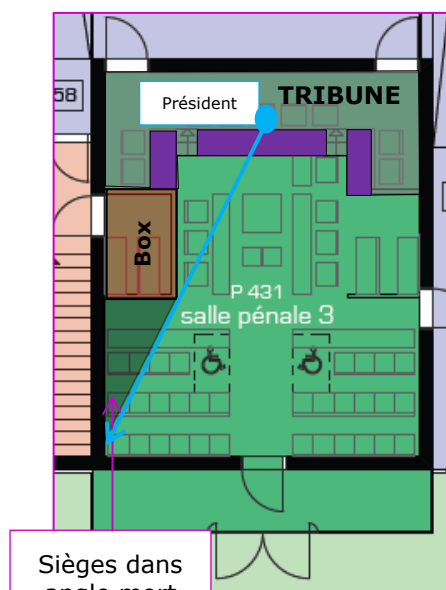
- ▣ Article 401 du code de procédure pénale : « Le président a la police de l'audience et la direction des débats »
- ▣ Article 438 du code de procédure civile : « Le président veille à l'ordre de l'audience. »

La localisation de la place du président dans la salle est déterminante pour la maîtrise des situations en audience. Le regard du président assis devra pouvoir embrasser toute la salle, sans angle mort, ni recoins. Les événements sont susceptibles de provenir du box sécurisé, de l'auditoire, du prétoire ou de la table de justice. Les points d'accès à la salle (hormis ceux des utilisateurs) devront être clairement perceptibles.

Nota : si des places de l'auditoire sont positionnées dans l'angle derrière le box sécurisé, le président ne peut pas les voir : il est donc impératif de ne positionner aucun siège dans cet angle.

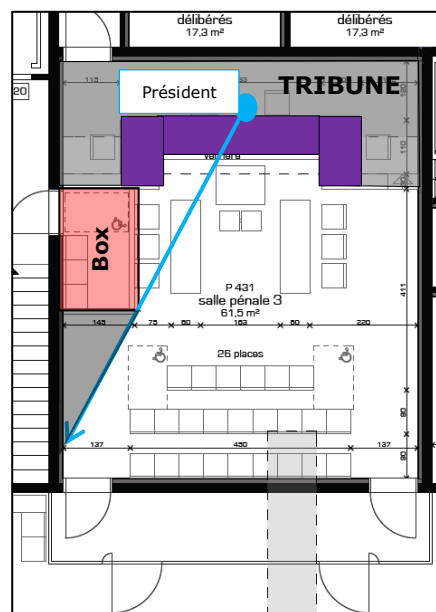
De même, dans les salles d'audiences publiques civiles où le nombre de places pour les avocats est important, les tables de ces derniers sont généralement positionnées parallèlement à la table de justice. Il est rappelé que toutes les places occupées par les avocats doivent être visibles par le président.

Exemples



Sièges dans
angle mort

Avant



Après

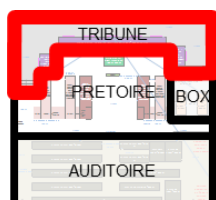
Palais de justice de Poitiers – Sièges derrière le box
Ci-contre un exemple d'angle mort derrière le box. En APS, des sièges de l'auditoire étaient positionnées dans l'angle mort, derrière le box. Le nouvel agencement interne de la salle en APD a corrigé ceci.



Palais de justice de Grenoble
La photographie est prise depuis la place du président de l'audience. Celui-ci a une vue complète sur l'ensemble des acteurs, y compris l'auditoire.

• L'agencement intérieur

Les schémas présentés (salle d'audiences publiques pénales de 120 m²) indiquent les exigences d'agencement des éléments par rapport aux autres. Pour les postes de travail, ils sont conformes aux exigences définies dans le document « Ergonomie des postes de travail spécifiques des palais de justice » (Volume 2), mais ils ne précisent pas les dimensions de ceux-ci. Le concepteur est donc invité à s'y référer.

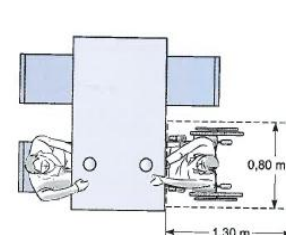


Tribune

L'agencement de la tribune doit répondre à 3 objectifs :

▣ Les **rôles des acteurs** doivent être **clairement identifiables**

▣ L'agencement de la tribune doit **garantir une accessibilité pour personnes à mobilité réduite en toute autonomie** : ceci signifie qu'un magistrat ou un greffier PMR doit pouvoir rejoindre et quitter son poste sans assistance. Cette exigence se traduit par la nécessité d'un passage en tout point d'une largeur minimale de 1.30 m entre le poste de travail et la paroi située à l'arrière.



La tribune est raccordée au prétoire par l'intermédiaire d'un escalier (il n'est pas utile d'en prévoir deux), la largeur minimale est de 60 cm. Il n'est pas demandé de liaison PMR entre les deux.

▣ **L'ergonomie des postes de travail de la table de justice, du ministère public et du greffier** est précisée dans la fiche d'ergonomie n°4 du document « Ergonomie des postes de travail spécifiques des palais de justice » (Volume 2).

Table de justice

La table de justice accueille le président de l'audience et deux autres juges et des assesseurs lors d'une formation collégiale. Le tableau ci-dessous rappelle le nombre de postes de travail à la table de justice en fonction du type de salles. Les dimensions des postes sont précisées dans la fiche n°4 d'ergonomie.

Nombre de postes de travail à la table de justice							
	220 m²	180 m²	140 m²	120 m²	100 m²	80 m²	60 m²
Salles d'audiences publiques pénales	1 +2 pour les magistrats 9 pour les jurés	1 +4			1 + 2		
Salles d'audiences publiques civiles					1 + 4	1 + 2	

Poste de travail du ministère public

Le poste du ministère public est situé :

- en face du box sécurisé en salles d'audiences publiques pénales
- à droite ou à gauche de la table de justice en salles d'audiences publiques civiles, en conséquence de l'exigence précédente

Il est positionné en angle ou perpendiculairement à la table de justice de telle sorte qu'il soit vu aisément par le président, la personne détenue, les avocats et par l'ensemble de l'auditoire. Son poste de travail doit être physiquement distinct de celui de la table de justice : une séparation minimale de **30 cm doit être observée** (dans le sens de la longueur ou de la largeur). Il est à noter que pour les petites salles d'audiences (de 80 m² et de 60 m²), la distinction peut s'effectuer par un mobilier différent.

Un deuxième poste (stagiaire) est à prévoir pour les salles d'audiences publiques pénales de 180 m² et de 220 m².

Les dimensions du poste sont précisées dans la fiche n°4 d'ergonomie.

Poste de travail du greffier

Le poste de travail du greffier est situé en face du poste du ministère public. Il est le plus souvent et par commodité disposé de façon perpendiculaire à la table de justice. Il peut s'inscrire en continuité de la table de justice.

Un deuxième poste (stagiaire) est à prévoir pour les salles d'audiences publiques pénales de 180 m² et de 220 m².

Les dimensions du poste sont précisées dans la fiche n°4 d'ergonomie.

Rangement

Un linéaire de rangement est à prévoir pour la dépose des dossiers, de préférence du côté du greffier, dans un angle si possible (« espaces perdus » à utiliser sur l'estrade). Il peut être positionné en hauteur, mais doit rester bien accessible.

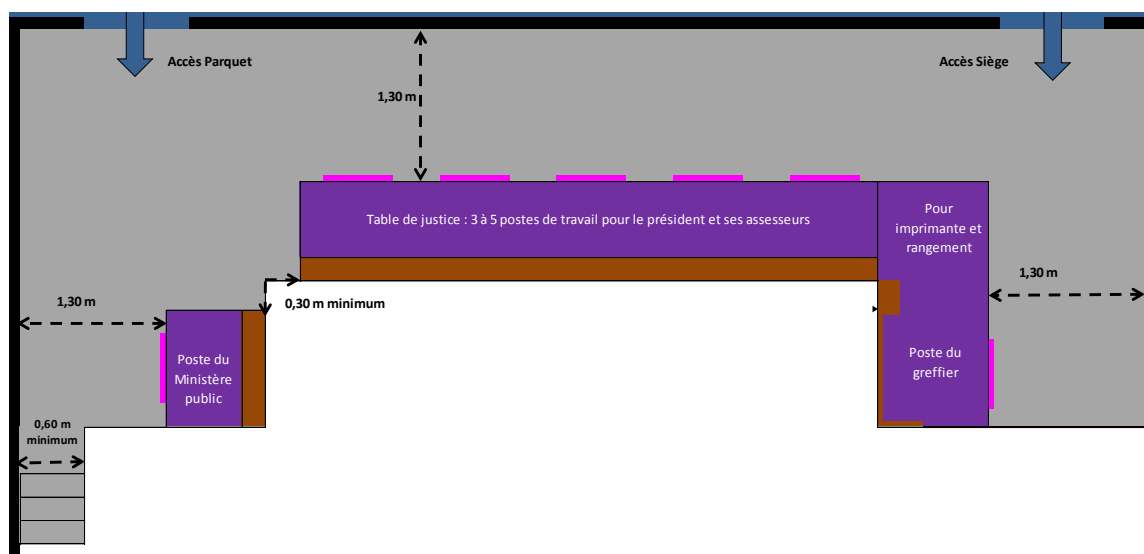
Mobilier mobile

Les exigences en termes de mobilier mobile sont précisées dans le programme générique mobilier (Volume 2).

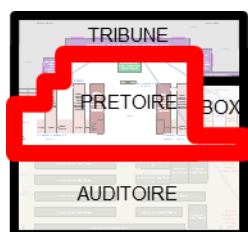
Prise en compte de l'éclairage naturel

L'agencement devra aussi être défini en adéquation avec l'éclairage naturel afin d'éviter faux-jours et contre-jours, tâches lumineuses, etc.

Synthèse de l'agencement des éléments les uns par rapport aux autres



*Nota : le strict respect de ces exigences fixe une largeur minimale théorique de la salle d'audience publique. Par exemple, pour une salle de 120 m², la largeur minimale doit être de 9.40 ml minimum (2*1.30 ml de passage derrière les postes du ministère public et du greffier + 0.95 ml de profondeur du poste de travail du greffier + 0.85 ml de profondeur du poste de travail du ministère public + 5 ml de table de justice). Cette largeur est de fait plus importante sur les projets, afin de bien intégrer les exigences de police d'audience et d'offrir un bon rapport largeur/longueur.*



Prétoire

L'agencement de la tribune doit répondre à 2 objectifs :

- ▣ L'agencement du prétoire doit **garantir une accessibilité aux personnes à mobilité réduite en toute autonomie**, que ce soit pour les avocats, pour l'huissier audiencier, pour les parties civiles, pour les témoins et pour les victimes.
- ▣ L'agencement des différents éléments sera **tel que la police de l'audience soit respectée** : tous les acteurs présents dans le prétoire doivent être vus par le président.

Vitrine des pièces à conviction (salle d'audience publique pénale)

Il s'agit d'une vitrine mobile. Ses caractéristiques sont précisées dans le programme générique mobilier (Volume 2).

Elle doit pouvoir être positionnée devant la table de justice.

Barre pour témoins, victimes et avocats (salle d'audiences publiques pénales)

Les caractéristiques sont précisées dans le programme générique mobilier (Volume 2). **Elle sera réglable en hauteur** pour s'adapter aux personnes à mobilité réduite et aux différentes tailles des personnes, et permettra le dépôt de documents.

La barre doit être positionnée entre les deux zones latérales destinées aux avocats entre l'amont et le milieu des tables des avocats.

Poste de travail de l'huissier audienier

Le poste de l'huissier audienier (mobilier mobile) est présent uniquement dans les salles d'audiences publiques pénales et dans la grande salle d'audiences publiques civiles (100 m²). Il est positionné en contrebas de l'estrade, de préférence du côté du greffier avec lequel il interagit le plus. Les caractéristiques de son poste de travail sont décrites dans la fiche d'ergonomie n°6.

Tables des avocats

Il y a deux tables :

- ▣ Salle d'audiences publiques pénales : une pour les avocats de la partie civile et une pour les avocats de la défense
- ▣ Salles d'audiences publiques civiles : une pour les avocats de la partie A et une pour les avocats de la partie B

Le nombre de postes de travail par type de salles est rappelé ci-dessous :

Nombre de postes de travail à la table des avocats (dont un poste accessible aux PMR)							
	220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²	100 m ²	80 m ²	60 m ²
<i>Salles d'audiences publiques pénales</i>	6 (Défense) 6 (Partie civile)	5 (Défense) 5 (Partie civile)	4 (Défense) 4 (Partie civile)	3 (Défense) 3 (Partie civile)			
<i>Salles d'audiences publiques civiles</i>					4 (Partie A) 4 (Partie B)	3 (Partie A) 3 (Partie B)	

Dans une salle d'audiences publiques pénales, les avocats de la défense sont positionnés du côté du box sécurisé.

Les tables peuvent être positionnées perpendiculairement ou parallèlement à la table de justice. Pour le choix de cette disposition, le concepteur veillera au respect de la police d'audience en s'assurant que tous les postes de travail des avocats sont visibles depuis le poste du président.

En ce qui concerne l'accessibilité des avocats handicapés, **un emplacement PMR sera réservé à la table de la partie civile et celle de la défense.** Si les avocats disposent de sièges, le retrait de l'un suffira à libérer l'emplacement. Si les avocats

disposent de bancs, une partie du banc doit être aisément démontable (et maintenable) afin de libérer l'emplacement.

En salle d'audience publique pénale, les avocats se déplacent à la barre pour plaider.

Les caractéristiques des postes de travail sont décrites dans la fiche d'ergonomie n°5.

Témoins et victimes (salles d'audiences publiques pénales)

Les témoins et les victimes accèdent à la salle par l'entrée qui leur est réservée. Ils se rendent à la barre, puis rejoignent l'auditoire, une fois qu'ils ont été entendus par les magistrats.

En ce qui concerne l'accessibilité des témoins et des victimes à la barre, **il est nécessaire de laisser 1.40 m a minima entre le mobilier des avocats et le premier banc de l'auditoire afin de permettre la giration du fauteuil de la personne à mobilité réduite vers la barre.**

Il est à noter que les personnes retenues, le cas échéant, se rendent également à la barre par ce même parcours.

Parties civiles (salle d'audiences publiques pénales)

Les parties civiles sont positionnées derrière les avocats de la partie civile, sur des bancs ou des sièges.

Nota : il faut veiller à ce que toutes les places soient visibles depuis le poste du président.

Pour les salles de 100 m² et de 80 m², il n'est pas utile de prévoir des places spécifiques derrière les avocats : les parties civiles s'installeront dans l'auditoire.

En ce qui concerne l'accessibilité des parties civiles handicapées, **un emplacement PMR sera réservé.** Si les parties civiles disposent de sièges, le retrait de l'un suffira à libérer l'emplacement. Si les parties civiles disposent de bancs, une partie du banc doit être aisément démontable (et maintenable) afin de libérer l'emplacement. Il est à noter que la mise en œuvre d'une place PMR pour les parties civiles ne doit pas altérer le cheminement des témoins et des victimes jusqu'à la barre. Une largeur de 1,40 m sera impérativement respectée.

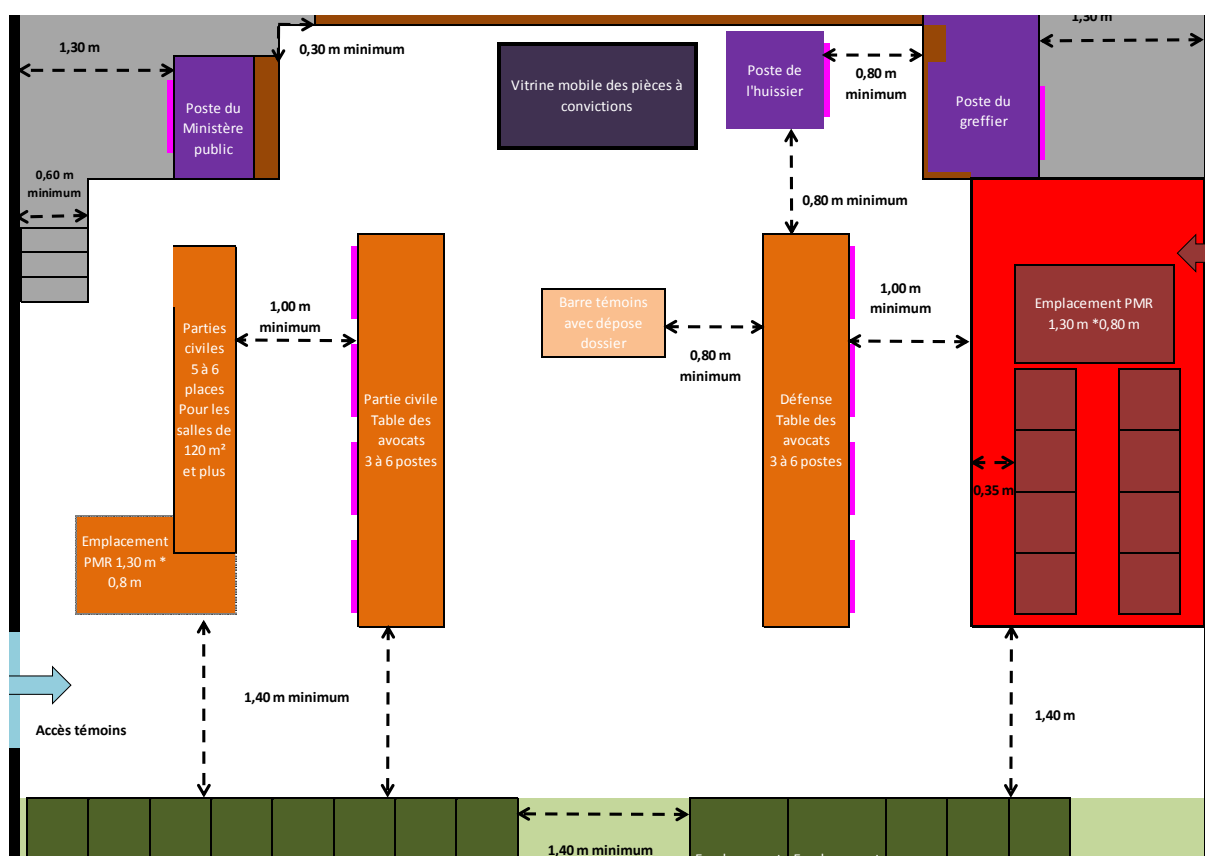
Le nombre de places à prévoir pour les parties civiles, par type de salle, est au moins équivalent au nombre de places prévues pour les avocats de la partie civile.

Nombre de places pour les parties civiles (dont une place accessible aux PMR)			
220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²
6	5	4	

Mobilier mobile

Les exigences en termes de mobilier mobile sont précisées dans le programme générique mobilier (Volume 2).

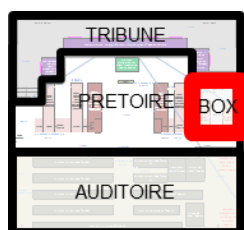
Synthèse de l'agencement des éléments les uns par rapport aux autres



Box sécurisé (salles d'audiences publiques pénales)

Les objectifs du positionnement et de l'agencement intérieur du box sont de :

- ▣ **Permettre à la personne détenue de voir et d'être vue en position assise ou debout :**
 - Depuis la table de justice : le premier rend doit être visible en priorité (le second rend étant occupé par les forces de l'ordre)
 - Par l'ensemble des acteurs, y compris le public (attention au vitrage choisi)



Nota : l'une des difficultés majeures est d'assurer la visibilité depuis le poste du président (police de l'audience, échanges avec les personnes détenues). C'est un point d'attention important.

- ▣ **Permettre une communication satisfaisante entre avocats / président / ministère public et personnes détenues** : en ce sens les ouvertures devront être prioritairement horizontales pour faciliter le passage d'un document.

Le box est fermé, **sans porte donnant sur la salle**. Le plafond est **ajouré et sécurisé**. Les éléments mobiliers présents dans le box ne doivent pas constituer de points d'appui pour une évasion.

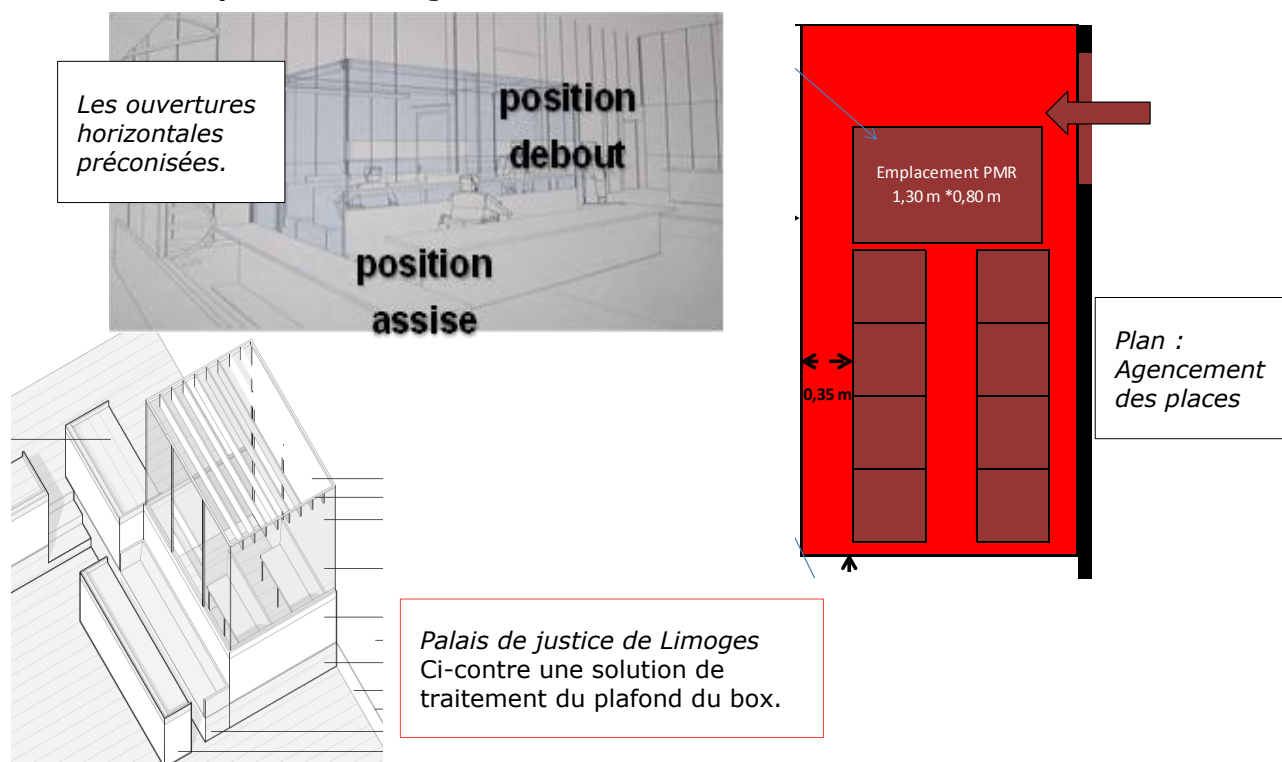
Les caractéristiques ergonomiques, elles, sont précisées dans la fiche d'ergonomie n°8.

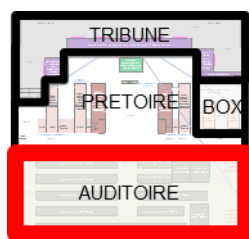
Tous les boxes d'un palais de justice doivent être accessibles par une personne détenue à mobilité réduite. Un emplacement dédié de 1,30 m * 0,80 m doit être prévu dans chaque box.

Le nombre de places (dont une place PMR), par type de salles, est rappelé ci-dessous :

Nombre de places dans le box sécurisé (dont escorte : 1 pour 1, dont emplacement PMR)					
220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²	100 m ²	80 m ²
10 à 12	10	6 à 8	6	3	3

Synthèse des exigences





Auditoire

L'agencement de l'auditoire répond aux trois objectifs suivants :

- ▣ L'agencement de l'auditoire doit **garantir une accessibilité pour personnes à mobilité réduite en toute autonomie**, que ce soit pour le public ou pour les avocats et les parties civiles qui traversent l'auditoire pour se rendre au sein du prétoire.
- ▣ L'agencement des bancs ou des sièges fixes les uns par rapport aux autres doit **permettre une circulation aisée** : une personne souhaitant s'asseoir ou quitter l'audience doit pouvoir le faire sans gêner les personnes assises, et de fait sans perturber l'audience.
- ▣ Les bancs ou les sièges fixes doivent être positionnés **de sorte à ce qu'ils soient tous visibles depuis le poste du président**.

Nota : une attention particulière est à porter à la zone positionnée derrière le box sécurisé dans les salles d'audiences publiques pénales.

La position des linéaires de sièges et de bancs prendra aussi en considération la bonne lisibilité des écrans de visioconférences depuis toutes les places de l'auditoire.

Dimensionnement des allées

Le nombre d'allées est dépendant (outre les aspects architecturaux et fonctionnels) des exigences en matière de sécurité incendie (nombre maximal de places par banc, sorties, etc.). L'allée centrale n'est pas une obligation.

Les distances à respecter sont rappelées dans le tableau ci-dessous :

Distance minimale entre le premier rang de l'auditoire et le box sécurisé	1.40 m
Largeur de passage minimale entre le premier rang et la table des avocats pour le passage d'un témoin ou d'une victime	1.40 m
Accès et emplacement PMR	<p>Emplacement : 1.30 m * 0.80 m</p> <p>Largeur des allées desservant les emplacements : 1.40 m réglementairement, 1.50 m pour un meilleur confort d'usage</p>

Il est conseillé de positionner les emplacements PMR du côté du box sécurisé pour faciliter la police de l'audience.

Dans le cas des salles d'audiences publiques ne disposant pas d'accès témoins, une largeur de 1.00 m peut être tolérée entre le premier rang de l'auditoire et la table des avocats. Pour les salles d'audiences publiques pénales concernées (80 m², 100 m²), la distance de 1.40 m par rapport au box sécurisé reste une exigence.

Capacité

Si le maximum capacitaire indiqué est l'objectif à atteindre, une marge de manœuvre est possible : l'exigence capacitaire est exprimée selon une fourchette minimale/maximale comprenant les emplacements PMR.

Le nombre de places PMR à prévoir est de 2 places minimum, pour une capacité ≤ 50 places, et 1 place supplémentaire par tranche de 50 places supplémentaires.

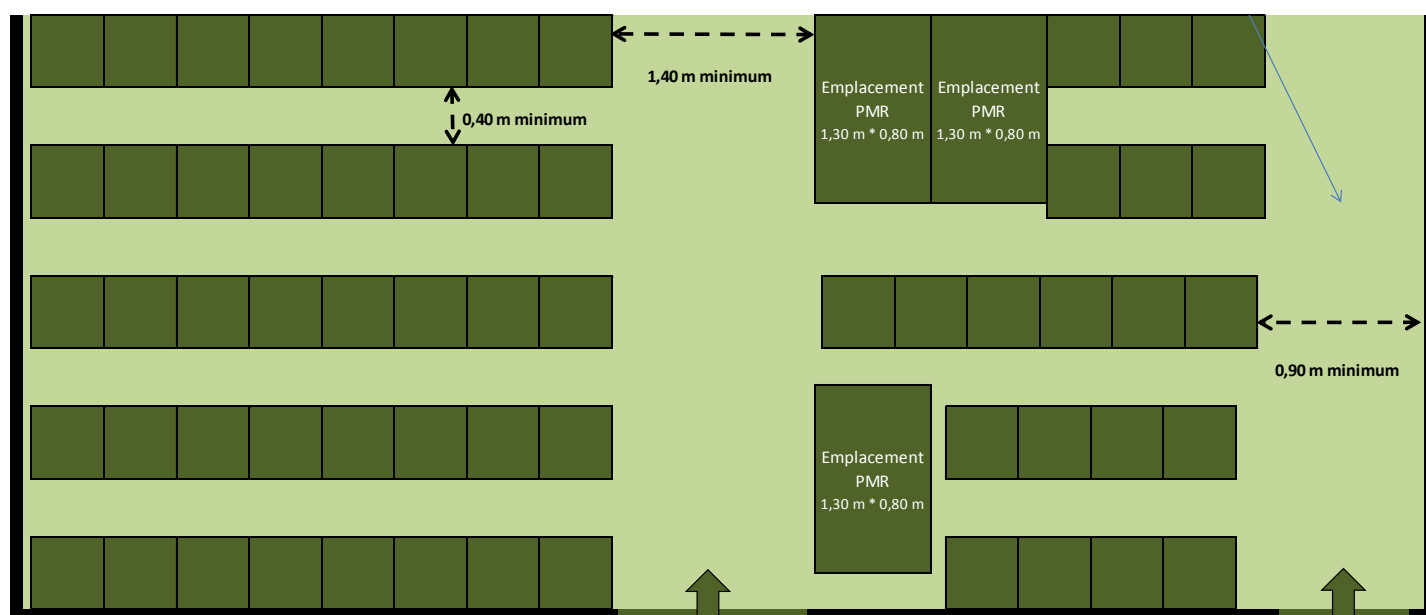
220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²	100 m ²	80 m ²	60 m ²
99 (dont 3 PMR) à 110 places (dont 4 PMR)	81 à 90 places (dont 3 places PMR)	63 à 70 places (dont 3 places PMR)	51 à 60 places (dont 3 places PMR)	43 à 50 places (dont 2 places PMR)	32 à 40 places (dont 2 places PMR)	24 à 30 places (dont 2 places PMR)

Les caractéristiques ergonomiques sont précisées dans la fiche d'ergonomie n°7.

L'auditoire peut accueillir également, lors de grands procès, des dispositifs provisoires (régie mobile, cabines de traduction, etc.).

Le positionnement de la presse est à définir dans le programme spécifique de l'opération, il n'y a pas de prescription générique sur ce point.

Synthèse de l'agencement des éléments les uns par rapport aux autres



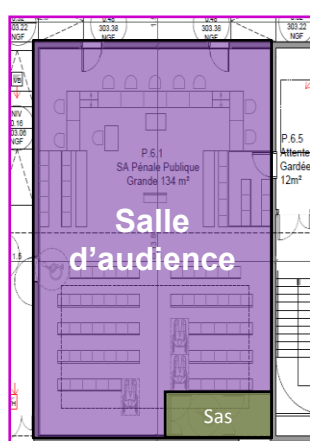
• La morphologie et la volumétrie

Sas : Point de vigilance

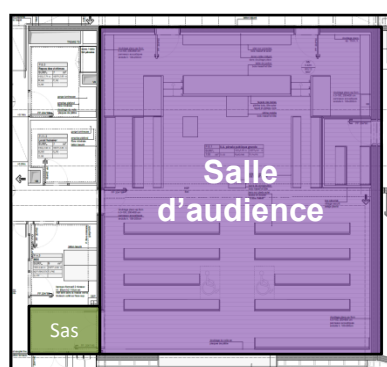
La surface du ou des sas d'accès à la salle d'audience n'est pas comprise dans la surface utile de la salle d'audience publique.

Le positionnement du ou des sas ne doit pas altérer la morphologie de la salle, et constituer un obstacle à la satisfaction des exigences de l'agencement interne (police de l'audience, capacité de l'auditoire, etc.).

Exemples



Avant



Après

Palais de justice de Limoges

Le sas était initialement intégré dans la surface de la salle, la surface de la salle et la capacité de l'auditoire n'étaient pas conformes au programme. En outre, la morphologie de la salle n'était pas optimisée. Le sas a été par la suite positionné autrement, ce qui a permis d'atteindre les exigences du programme.

Hauteurs utiles minimales

Les exigences de hauteur utile minimale dans les salles d'audiences publiques sont rappelées ci-dessous (cf. Volume 1/Programmation générique fonctionnelle et architecturale des palais de justice) :

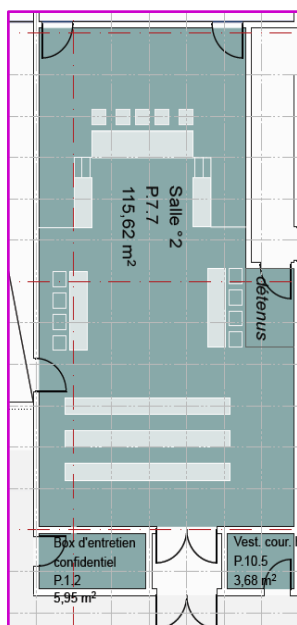
	220 m ²	180 m ²	140 m ²	120 m ²	100 m ²	80 m ²
Hauteur utile minimale	4,00 m	4,00 m	3,50 m	3,50 m	3,50 m	3,20 m

Morphologie

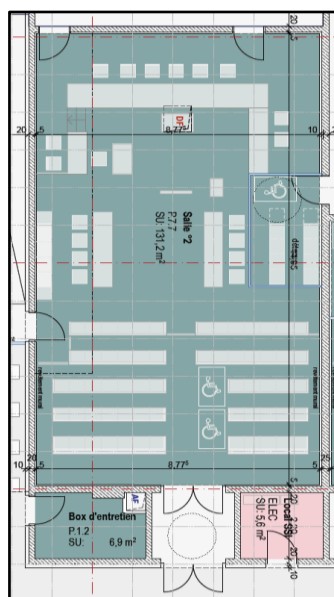
Il est à noter que si la forme rectangulaire est celle qui est la plus souvent mise en œuvre, d'autres formes sont possibles, notamment en salles d'audiences publiques civiles pour lesquelles les contraintes d'agencement intérieur sont moins nombreuses qu'en salles d'audiences publiques pénales.

La morphologie s'attachera à une certaine simplicité afin de faciliter les modifications ultérieures d'agencement voire la divisibilité des surfaces en deux ou trois parties (cf. Prise en compte des évolutions futures).

Exemples



Avant



Après

Palais de justice de Bourg-en-Bresse
La morphologie initiale (recoin, longueur importante, largeur faible) n'était pas satisfaisante. La proposition suivante a corrigé ces défauts.

Prise en compte des tendances d'évolution future :

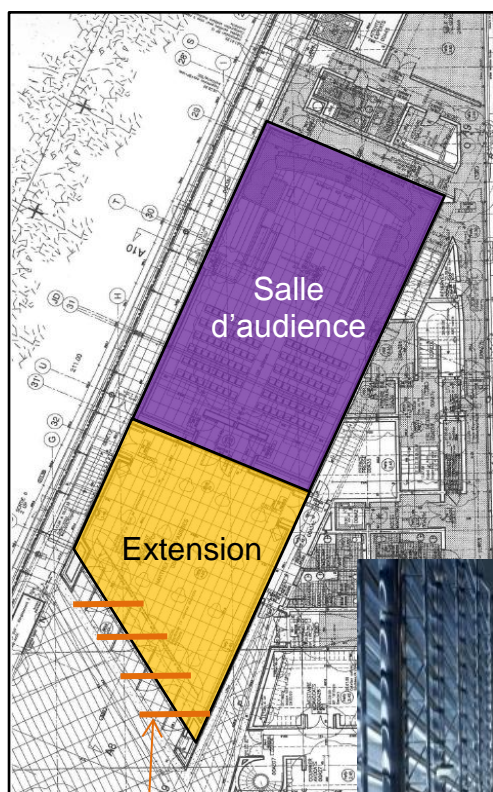
- ✓ La divisibilité demandée à moyen terme pour des salles d'audiences publiques civiles est favorable à des hauteurs minimales.
- ✓ Pour mémoire :
 - Intégration des circulations dans le volume et dans la surface intérieure des salles d'audiences publiques, pour respecter un seul niveau de référence (niveau 0).

Extension – Pour des audiences exceptionnelles (Programme spécifique)

Selon la taille du palais de justice et selon l'estimation des besoins, il peut être nécessaire de prévoir qu'une des salles d'audiences publiques pénales puisse bénéficier d'une extension sur la salle des pas perdus afin d'augmenter ponctuellement sa capacité d'accueil.

Le principe retenu ne sera pas celui d'un agrandissement temporaire de la salle, ce qui pourrait altérer la police de l'audience tenue par le président. Il est préconisé qu'un espace au plus près de la salle, puisse être circonscrit selon des principes d'exploitation aisée, avec report vidéo. Cette solution est à doubler avec le principe de report dans une autre salle d'audience à identifier.

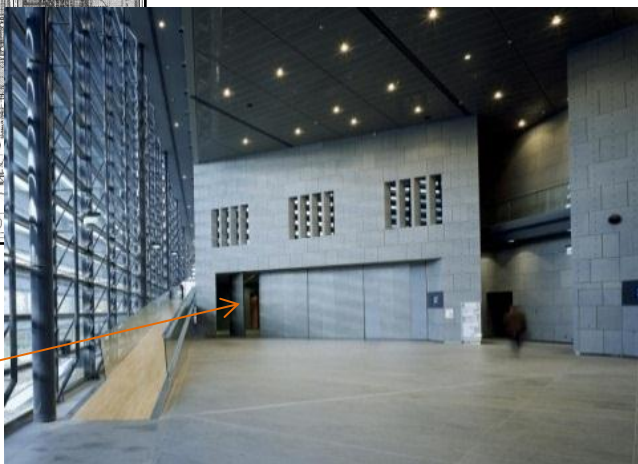
Exemples



Palais de justice de Grenoble

Un espace devant la grande salle d'audience, pouvant être circonscrit, comme l'illustre la photographie a été prévu. Un report vidéo s'y déroule, en cas de grand procès. Le volume initial de la salle n'est pas impacté.

Portes



- **L'apport de lumière naturelle**

L'apport de lumière naturelle, de premier ou de second jour, est obligatoire afin que la mesure du temps soit réelle.

Le positionnement des sources d'éclairage naturel doit éviter tout effet de contre-jour, de tâche lumineuse ou d'éblouissement.

Les vues sur l'extérieure devront garantir la sérénité et la sûreté de la salle d'audience (pas de vue directes, pas de vues plongeantes), ni depuis un espace extérieur du palais de justice, ni depuis un espace intérieur de déambulation par exemple. Les choix de conception prendront tout particulièrement en considération les obligations d'exploitation et de maintenance de ces éléments.

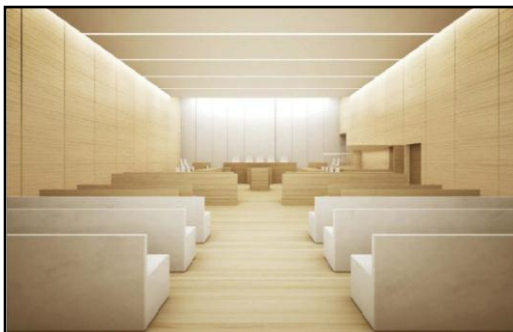
Exemples



*Palais de justice de Caen
(phase concours)*
L'éclairage naturel est latéral. Le traitement des parois garantit un éclairage diffus.



*Palais de justice d'Aix-en-Provence
(phase concours)*
L'éclairage naturel est situé derrière la table de justice, mais indirect. Ce traitement garantit un éclairage diffus.



*Palais de justice de Pointe-à-Pitre
(phase concours)*
L'éclairage naturel est zénithal indirect, ce qui assure un éclairage diffus.

Annexe – Méthodologie

Les éléments suivants ont contribué à l'élaboration de ce guide :

- ▣ Retour d'expérience : les salles d'audiences publiques des projets en cours ont été analysées afin d'identifier :
 - Les exigences que les concepteurs parviennent à satisfaire aisément
 - Les exigences plus complexes à mettre en œuvre
- ▣ De nouvelles faisabilités ont été conduites sur les salles d'audiences, elles ont permis de :
 - Préciser certaines exigences (accessibilité PMR, linéaires des postes de travail, nombre de postes de travail en fonction de la surface de la salle, etc.)
 - Identifier les souplesses nécessaires afin d'augmenter les marges de manœuvre des concepteurs
- ▣ Sur la base de ces faisabilités, des réunions de travail ont eu lieu avec la Tutelle,
- ▣ Les résultats de cette première étape ont été présentés lors de deux séances de travail (juin et septembre 2013), auxquelles ont participé la Tutelle, des utilisateurs (secrétaire général, MDE, DDARJ, etc.), des chefs de projet et des directeurs de programme de l'APIJ.
- ▣ La mission d'ergonomie des postes de travail spécifiques des palais de justice a permis de compléter la réflexion, en apportant des éléments précis sur les salles d'audiences publiques.
- ▣ Enfin, la réflexion a été élargi par des références étrangères (Canada, etc.), notamment en ce qui concerne les dispositifs d'accessibilité à l'estrade et la référence au niveau 0 de la salle.

Liste des opérations citées

Palais de justice d'Aix-en-Provence – Barani Architecte

Palais de justice de Béziers – Atelier 234

Palais de justice de Bourg-en-Bresse – Plan 2

Palais de justice de Caen – BE Hauvette Paris et Pierre Champenois

Palais de justice de Douai – Hamonic et Masson

Palais de justice de Foix – Philippe Gazeau

Palais de justice de Grenoble – Vasconi Associés Architectes

Palais de justice de Limoges – ANMA Nicolas Michelin

Palais de justice de Pointe-à-Pitre – BP Architecture

Palais de justice de Poitiers – Brossy et associés

Palais de justice de Strasbourg – Garcès/ De Seta / Bonet Architectes